



COMMUNE DE BEYCHAC ET CAILLEAU
ARRÊTÉ 2023-0165

RÈGLEMENTATION DE LA CIRCULATION
Valant autorisation de voirie
sur la voie Communale « chemin Jean Massot »

Monsieur le Maire de Beychac et Cailleau,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L 2212-2 et L 2213-1

Vu le Code de la route ;

Vu le Code de la voirie routière ;

Vu la demande de **CAPRARO & Cie33**, en date du 21 décembre 2023 qui souhaite effectuer des travaux **de branchement d'eau potable chemin Jean Massot**.

Considérant qu'il y a lieu de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité de tous pendant les travaux.

ARRÊTE

ARTICLE 1. L'entreprise **CAPRARO & Cie33** a l'autorisation d'effectuer les travaux **de branchement d'eau potable chemin Jean Massot**.

Les travaux se dérouleront à partir du **2 janvier 2024** pour une durée estimée de 90 jours.

La réalisation dans le cadre de cet arrêté ne pourra excéder une **durée de 90 jours**.

l'inexécution des travaux dans le cadre des délais prescrits conduira le bénéficiaire à déposer une nouvelle demande.

ARTICLE 2 : L'entreprise **CAPRARO & Cie33** est l'autorisée dans le cadre de la réalisation des travaux à **restreindre et alterner la circulation sur demie chaussée par des feux tricolores chemin Jean Massot**.

Le stationnement de tous véhicules au droit du chantier est interdit. La signalisation réglementaire sera mise en place par l'entreprise, conformément aux instructions en vigueur notamment l'arrêté du 6 novembre 1992 I-8ème portant sur la signalisation temporaire.

ARTICLE 4 - Remise en état des lieux après la livraison.

Les lieux devront être remis en état à l'identique. L'entreprise **CAPRARO & Cie33** est tenue d'enlever les matériaux excédentaires et de rétablir dans leur état initial les lieux et de réparer tout dommage causé à la route et à ses dépendances dans le cadre de la livraison.

ARTICLE 5 - Responsabilité.

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable de tous accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

L'exécution de l'autorisation doit être conforme aux techniques en vigueur, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Il se devra d'entretenir l'ouvrage implanté sur les dépendances domaniales, à charge pour lui de solliciter l'autorisation d'intervenir pour procéder à cet entretien, du signataire du présent arrêté.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera publié et affiché dans la Commune de Beychac et Cailleau.

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- L'entreprise **CAPRARO & Cie33**,
 - Monsieur le Commandant de la Gendarmerie de CARBON BLANC,
 - Le Directeur Général des Services de la Commune de BEYCHAC et CAILLEAU,
- qui sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 8 : Délai et voies de recours

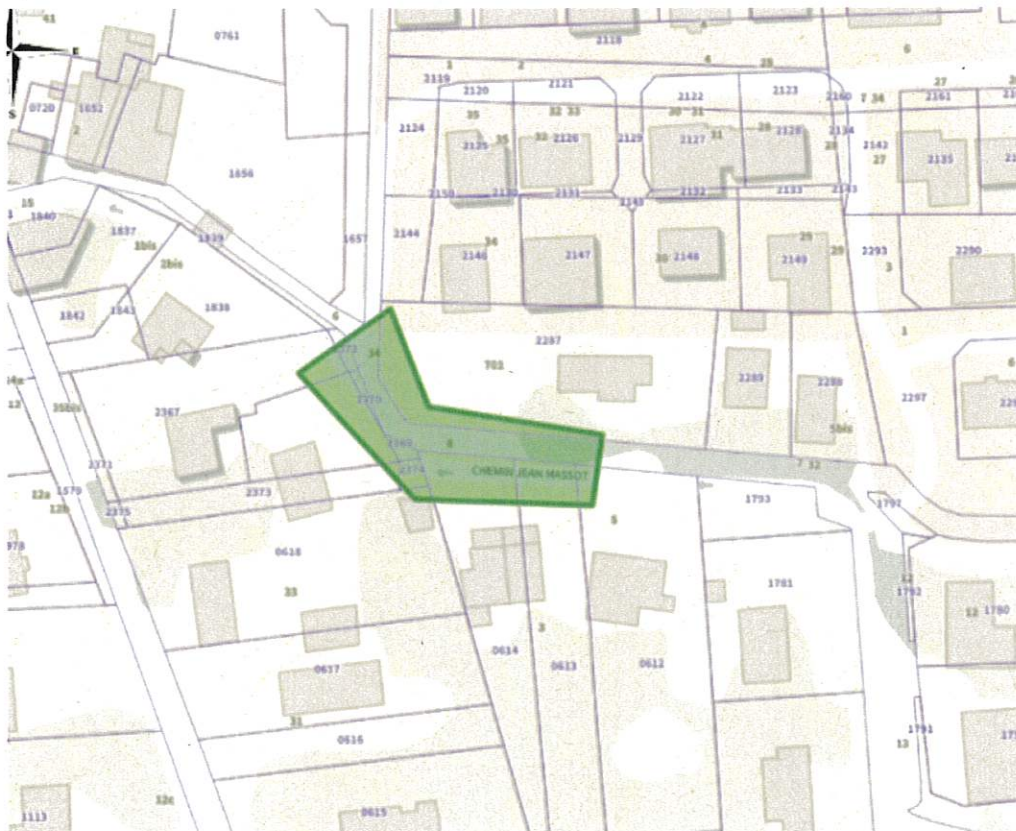
Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Bordeaux (9 rue Tastet, 33000 Bordeaux) dans un délai de deux mois suivant sa notification. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

Le 22 décembre 2023

Le Maire,



Philippe GARRIGUE



Zone travaux